

INÉGALITÉS AU TRAVAIL ET INÉGALITÉS DE REVENU EN MILIEU RURAL AU PÉROU

Pascale PHÉLINAS

Depuis la révolution industrielle du XIX^e siècle, les économistes, autant que les gouvernements en charge de la politique économique, ont associé la richesse à l'industrialisation. En conséquence, la plupart des politiques économiques suivies par les pays en développement, et soutenues par les bailleurs de fonds, ont reposé sur la promotion du développement industriel. Ce choix s'est généralement traduit par des mesures de politique économique contre l'agriculture, avec des résultats souvent désastreux. En effet, soit la croissance du produit industriel n'était pas à la hauteur des espérances, soit elle était absorbée par la croissance de la population, et les revenus par tête avaient peu ou pas progressé. Dans le même temps, la nécessité de maintenir les salaires urbains dans des limites acceptables exigeait le maintien des prix agricoles à un niveau artificiellement bas. Les effets désincitatifs de cette politique sur la production agricole ont été puissants et ont largement contribué à la stagnation voire à la baisse des revenus agricoles dans de nombreux pays, ainsi qu'à l'expansion de la pauvreté dans les zones rurales.

Les dernières décennies ont été une période de changement considérable au niveau global. Comme dans beaucoup de pays, le contexte économique péruvien a été caractérisé par la libéralisation de l'économie, l'ouverture commerciale, la privatisation des entreprises publiques, et le retrait de plus en plus marqué de l'État de l'économie marchande qui s'est manifesté par la réduction des dépenses publiques, la déréglementation des marchés, et le désengagement politique sur les mesures de redistribution. Ce contexte de libéralisation et d'ouverture économique, commerciale, et financière suscite

beaucoup d'inquiétudes quant à ses répercussions sur la capacité du pays à créer de nouvelles sources de revenus et d'emplois en réponse aux opportunités et défis apportés par la nouvelle donne internationale. En particulier, la faible croissance de l'emploi dans l'industrie « moderne » a placé un lourd fardeau sur l'agriculture pour créer des emplois à un rythme qui égale celui des nouveaux entrants sur le marché du travail.

La question de l'emploi en milieu rural a longtemps été associée dans la littérature à la propension limitée du secteur agricole à employer la main-d'œuvre disponible. Au Pérou, cette faible capacité d'absorption a été imputée à de nombreux facteurs : la pauvreté des ressources naturelles, la rigueur du climat, la rareté de l'eau, le peu de fonds disponibles pour financer l'investissement et les difficultés d'accès au crédit d'agriculteurs dont la formation technique et managériale est quasi inexistante. En outre, les coûts élevés de commercialisation du fait du manque de moyens de communication, des distances, de l'état des routes, et par conséquent de la faible circulation de l'information sur les prix et leurs tendances ne facilitent pas la commercialisation des produits agricoles. En conséquence, la demande solvable qui émane généralement des villes a du mal à induire une augmentation de l'offre rurale de produits agricoles susceptible d'améliorer l'emploi et les revenus agricoles.

Face à l'incapacité de l'agriculture à assurer un emploi à plein-temps aux populations rurales, l'attention s'est récemment tournée vers les activités que développent les exploitations agricoles afin de diversifier leurs sources de revenu, que l'on nommera emplois alternatifs. Nombre d'études portant sur l'Amérique latine soulignent les répercussions de ces activités sur l'absorption de la main-d'œuvre dans des emplois (plus ou moins) productifs, le ralentissement de l'exode rural, l'amélioration de la distribution des revenus, et la réduction du nombre de pauvres (Lanjouw 1999 ; Elbers, Lanjouw 2001 ; Escobal 2001 ; Ferreira, Lanjouw 2001 ; Ruben, Van den Berg 2001 ; Reardon *et alii* 2001). Au Pérou, plusieurs travaux ont souligné la diversité des emplois occupés par les travailleurs des exploitations agricoles péruviennes de la Sierra (Caballero 1981 ; Figueroa 1980 ; Gonzales de Olarte 1994 ; Escobal, 2001).

La question des sources des inégalités de revenus a reçu, ces dernières années, un intérêt soutenu aussi bien de la part de la communauté scientifique que des responsables de la politique économique. Il est en effet apparu essentiel de comprendre par quels mécanismes les inégalités sont produites afin d'élaborer des mesures efficaces d'amélioration de la répartition des revenus et de lutte contre le dénuement de certains groupes de la population. En économie rurale, on a longtemps considéré l'inégale distribution des terres comme la principale source des disparités de revenus des unités agropastorales. Or, l'emploi alternatif, dont l'importance a été

soulignée, affecte nécessairement le niveau et la structure du revenu des foyers agropastoraux. Ce constat implique que l'on s'attarde à l'analyse de l'impact de la diversification des sources de revenu sur les inégalités économiques.

La présente étude tente d'apprécier les inégalités tant dans le volume que dans la qualité des emplois occupés en milieu rural péruvien. L'argumentation est développée en trois temps. Après un bref rappel des difficultés d'évaluation de la situation de l'emploi en milieu rural lorsqu'on travaille avec des statistiques nationales, on présentera de la manière la plus précise possible la situation de l'emploi en milieu rural péruvien en utilisant les différentes sources disponibles. On explorera, dans un second temps, à partir de nos propres données d'enquête, les déterminants de l'accès à l'emploi, en particulier l'emploi qualifié, dans un cadre analytique qui prend en compte les caractéristiques individuelles des travailleurs, les caractéristiques de l'exploitation agropastorale à laquelle ils appartiennent, et celles de l'environnement économique dans lequel ils vivent et qui détermine l'ensemble des opportunités d'emploi offertes. Enfin, on mettra en relation la structure des emplois avec la structure et le niveau du revenu des exploitations.

Les sources de données

L'analyse de l'emploi en milieu rural se heurte au Pérou à la difficulté de rassembler des données précises et fiables. Les statistiques nationales, bien que d'une qualité satisfaisante, mesurent très mal l'emploi des ruraux. L'imperfection de la mesure provient essentiellement de l'inadéquation des méthodologies d'enquête à la saisie de la multiplicité des formes d'emploi en milieu rural et de la saisonnalité de l'emploi agricole. Trois grands écueils caractérisent ces méthodologies : la définition de la population enquêtée qui exclut parfois les individus dont l'âge est inférieur à 14 ans, le choix de la semaine précédant l'enquête comme période de référence s'appliquant aux questions posées, l'ambiguïté des notions d'occupation principale et secondaire. Ces carences méthodologiques engendrent une sous-estimation indubitable non seulement du niveau de l'emploi et des revenus des ruraux, mais aussi de leur diversité (Phélinas 2003).

Or l'analyse des inégalités au travail (agricole ou non agricole) nécessite des informations détaillées non seulement sur le nombre et la « qualité » des emplois occupés par les membres des exploitations agropastorales, mais aussi sur les caractéristiques des travailleurs et les propriétés de l'environnement dans lequel ils vivent. Afin de compléter l'information existante, une enquête a été réalisée par l'auteure dans trois provinces du Pérou, sélectionnées selon trois principes : des zones présentant un

dynamisme économique contrasté, des conditions de production agricole diversifiées, et situées à des distances variées des centres urbains ou d'un axe de communication important.

Les provinces enquêtées ont été sélectionnées après une analyse minutieuse de plusieurs sources (INEI 1994, 2001 ; Mazurek 1998 ; Gonzales de Olarte 1982 ; Pulgar Vidal 1970). Elles sont situées dans trois régions très différentes tant du point de vue géographique, qu'écologique, et économique : Trujillo dans le département de La Libertad (côte), Celendin dans le département de Cajamarca (sierra), et La Convention dans le département de Cusco (*selva* haute). La province de Trujillo présente les conditions d'emploi les plus favorables grâce à un climat clément, à l'existence d'infrastructures d'irrigation qui accroissent la capacité d'absorption de la main-d'œuvre dans l'agriculture et à la proximité de la ville de Trujillo, qui est la capitale départementale. Par ailleurs, le département de La Libertad, où se trouve cette province, ne compte que 18 % de foyers vivant en dessous du seuil de pauvreté, ce qui le range parmi les huit départements les plus « riches » du Pérou. La province de Celendin illustre une situation nettement moins désirable, en raison à la fois de la pauvreté de l'agriculture imputable aux rigueurs du climat et de la petite taille de la ville de Celendin. Cette province est située dans la zone de *sierra* dont on sait qu'elle concentre la pauvreté rurale : 77,4 % des individus vivant dans la province de Celendin n'ont pas un niveau de revenu suffisant pour acquérir le panier de consommation de base. Toutefois, cette province est assez bien reliée à la capitale départementale qui est Cajamarca. Enfin, la province de La Convention se caractérise par une agriculture relativement prospère grâce à la culture du café et la proximité d'une ville de moyenne importance (Quillabamba). En revanche, cette zone est très éloignée de la capitale départementale (Cusco) et mal desservie par un réseau routier en mauvais état. En outre, 75,3 % de la population du département de Cusco auquel appartient cette province est considérée comme pauvre (INEI, 2002).

L'échantillonnage a été réalisé selon la méthode standard de tirage aléatoire à partir de listes des familles agricoles de chacune des zones. La base de données est composée de 303 exploitations comprenant 1 418 personnes. L'enquête proprement dite a été réalisée entre les mois de septembre et octobre 2002, et porte sur la campagne agricole 2001-2002.

L'emploi en milieu rural : état des lieux

Les travailleurs ruraux sont-ils sous-employés ?

Une des caractéristiques notoires de l'emploi en milieu rural est la faiblesse des taux de chômage ouverts. Au Pérou, ils varient, selon les

enquêtes entre 1,5 % et 2,7 % de la population active agricole. Cette absence d'individus sans emploi s'explique de plusieurs façons. Elle reflète d'abord la rationalité économique des exploitations agropastorales péruviennes, largement documentée dans la littérature (Golte 1980 ; Caballero 1981 ; Gonzales de Olarte 1994), fondée sur la maximisation de la production plutôt que sur la maximisation du profit, qui implique la mise au travail de toute la main-d'œuvre familiale disponible (au lieu de l'emploi des seuls travailleurs dont le produit marginal est positif). Cette logique d'organisation de la production produit peu de chômeurs mais fabrique des actifs faiblement productifs qui peuvent difficilement prendre en charge un nombre élevé de dépendants. Dans ce contexte, les liens familiaux et communautaires fonctionnent comme une sorte d'assurance chômage ou de sécurité sociale informelle entre les individus. Ils sont mis en jeu chaque fois qu'il s'agit d'attribuer un emploi et donc de garantir un revenu minimum à chacun des membres de la communauté jugé en âge de travailler.

Toutefois, dès lors que la quasi-totalité des individus travaille, la première question qui vient immédiatement à l'esprit est celle du sous-emploi des travailleurs. Cerner la notion de sous-emploi et le mesurer avec la meilleure précision ne sont pas chose aisée. On considère généralement que le sous-emploi englobe les travailleurs affectés par une faible durée de travail que ce soit pour des raisons économiques, techniques ou structurelles¹. Afin d'apprécier la mesure dans laquelle les membres des exploitations agricoles sont sous-employés, on a calculé, à partir de nos données d'enquête, le nombre de jours annuels travaillés.

Le résultat le plus saillant qui ressort immédiatement des données est le nombre limité, bien que variable, de journées travaillées par an dans les trois provinces échantillonnées : 187 jours en moyenne à Trujillo, 162 à Celendin et 104 à La Convencion, soit environ entre 5 et 8 mois. Même si le nombre de jours de travail par an que l'on considère comme normal varie considérablement selon la profession ou l'activité, ces chiffres indiquent qu'une quantité non négligeable de temps productif reste inutilisée et que les travailleurs ruraux souffrent, en moyenne, de sous-emploi chronique.

On peut identifier deux causes principales à ce sous-emploi manifeste. D'abord, l'agriculture et l'élevage réunis ont une capacité d'absorption de la main-d'œuvre limitée, y compris dans des zones où l'intensité culturelle est élevée grâce à l'irrigation (Trujillo), ou encore dans les zones dominées par des cultures intensives en main-d'œuvre comme le café (La Convencion).

1. On parle dans ce cas de sous-emploi visible. La notion de sous-emploi invisible, qui est également évoquée dans la littérature, se réfère à une mauvaise répartition des ressources en main-d'œuvre ou à un déséquilibre structurel entre la main-d'œuvre et les autres facteurs de production, et dépasse le cadre analytique de notre étude.

Ensuite, les opportunités d'emploi alternatif sont inégalement distribuées entre les provinces enquêtées. Enfin, les disparités dans les coûts de transactions supportés par les travailleurs lorsqu'ils s'engagent sur le marché du travail varient d'une province à l'autre.

L'accessibilité des zones rurales imputable à un réseau de communications bien développé et en relatif bon état, la proximité de la capitale du département (Trujillo), et par conséquent l'existence de marchés dynamiques, tant pour les produits que pour les facteurs, expliquent l'importance des occupations alternatives dans l'emploi du temps des travailleurs à Trujillo. En revanche, les zones de Celendin et, de manière encore plus probante, de La Convencion, se caractérisent par le manque d'opportunités d'emploi autres que l'auto-emploi, des marchés locaux étroits, de grandes distances des centres de population aggravées par la faible qualité des routes. En conséquence, les travailleurs de ces deux provinces, plus éloignés des capitales départementales et moins facilement mobiles, ont plus de mal à s'employer dans des activités alternatives.

Les hommes travaillent en moyenne plus de jours que les femmes. Une des raisons de cet écart est la charge de la gestion des tâches domestiques et familiales qui incombe principalement aux femmes. Le sous-emploi peut ainsi apparaître chez les femmes comme un mode de conciliation de l'activité professionnelle avec la vie familiale. Toutefois, ce déséquilibre entre hommes et femmes a d'autres explications : les inégalités de qualification et de rémunération qui font que, dans un couple, c'est le moins bien rémunéré des deux qui travaille le moins dans le secteur marchand. Les enfants effectuent un nombre annuel de jours de travail assez faible (de 3 à 15) : ils accordent l'essentiel de leur temps à l'élevage, activité consommatrice de temps mais assez peu pénible, et compatible avec la scolarité.

Les catégories d'emplois occupés

La distribution des emplois occupés par les travailleurs indique une très grande concentration autour de trois ou quatre professions. La profession dominante est celle d'agriculteur (autour de 65 % des emplois occupés). La prédominance des emplois d'agriculteur tient certes à la définition du champ de l'étude. Mais l'agriculture et l'élevage occupent rarement tous les individus d'une même exploitation à plein-temps. Les autres occupations représentent ainsi 35 % des emplois et se répartissent en deux grandes catégories qui sont, par ordre d'importance, les emplois d'ouvriers (agricoles ou non), et les emplois de commerçants. Toutes les autres catégories socioprofessionnelles représentent une part insignifiante des emplois occupés, presque toujours moins de 1 %.

La distribution des emplois selon les trois grandes régions naturelles du Pérou (Costa, Sierra, Selva) est assez homogène. Les emplois d'agriculteurs sont toutefois moins nombreux sur la côte relativement aux autres régions. Cette plus grande diversité des emplois occupés peut s'interpréter de trois façons. Elle est d'abord la conséquence de revenus agricoles par tête plus élevés qui ont des effets en amont (investissement des excédents d'exploitation dans des activités alternatives) et en aval (augmentation de la consommation de biens manufacturés) sur la création d'entreprises, qui sont, à leur tour, la source de l'augmentation et de la diversité des emplois localement disponibles. Ensuite, la diversité des emplois occupés est imputable à l'existence de grands centres urbains offrant un plus grand nombre d'emplois, d'un réseau de communication en bon état facilitant l'insertion des individus sur le marché du travail. Enfin, elle est aussi le résultat d'une proportion plus grande d'individus qui ont suivi des études supérieures. Les agriculteurs de la Sierra et de la Selva, à l'inverse, s'engagent moins dans des activités alternatives. Plus éloignées des capitales départementales, moins bien ou mal desservies par le réseau de communication et moins bien dotées en travailleurs qualifiés, les caractéristiques de ces provinces tendent à freiner l'essor d'activités non agricoles.

L'emploi salarié agricole est peu répandu. La structure agraire du Pérou, caractérisée par de nombreuses exploitations de petite taille est peu favorable au développement d'un large salariat agricole. En fait, le marché du travail agricole est très localisé et consiste principalement en transactions de main-d'œuvre entre agriculteurs de même rang. Toutefois, le développement particulier de l'agriculture dans les zones produisant pour l'exportation, situées soit sur la côte (canne à sucre), soit dans la selva (café), spécialisées dans des cultures à forte intensité de main-d'œuvre ou dont le mode de production est intensif, est à l'origine d'une demande de travail salarié plus soutenue. Le nombre d'emplois d'ouvriers agricoles y est relativement plus élevé que dans la Sierra où les conditions de production (faible productivité, bas prix des produits agricoles) ne permettent pas de rémunérer des journées de travail extérieures.

La qualité des emplois occupés

Un des problèmes persistants de l'économie péruvienne est sa faible propension à créer des emplois hautement productifs et bien rémunérés. Cette question se pose, en milieu rural, avec une acuité particulière car la qualité des emplois occupés par les actifs ruraux lorsqu'ils ne travaillent pas à leur propre exploitation est très hétérogène si bien que les revenus qui

s'ensuivent n'offrent pas toujours des possibilités réelles d'amélioration du niveau de vie des populations rurales.

Il n'est pas simple de donner une définition statistique précise de la qualité d'un emploi car elle peut s'analyser comme une fonction multivariée de tout un ensemble d'attributs. La simple classification des emplois selon la profession exercée par les travailleurs ne donne qu'une idée imprécise de la qualité des emplois occupés et des revenus qu'ils génèrent. La construction d'un indicateur de qualité est donc toujours contestable dans la mesure où de nombreux éléments peuvent être retenus (productivité, niveau de revenu, stabilité mesurée par le nombre de jours annuels travaillés, etc.) et où chaque travailleur peut pondérer différemment les différentes composantes.

Une analyse minutieuse des emplois occupés par les actifs ruraux révèle une dualité prononcée de ces emplois selon deux dimensions. La première dimension a trait à la productivité des emplois occupés. On peut en effet distinguer un premier ensemble d'emplois offerts par des entreprises utilisant des techniques rudimentaires, de très petite taille, n'employant bien souvent qu'une seule personne peu qualifiée, et isolées non seulement des marchés urbains mais aussi des autres entreprises fabriquant des produits similaires. Ces emplois sont souvent des emplois résiduels, ou encore de « dernier ressort » pour ceux qui n'arrivent pas à trouver une meilleure occupation, et procurent des revenus habituellement très faibles. À ces occupations traditionnelles, on peut opposer un second ensemble d'occupations, décrit par Ranis et Stewart (1993), qui sont offertes par des entreprises relativement stables, de taille moyenne, dont l'objectif est la maximisation du profit, utilisant du travail salarié et un certain degré de sophistication technique, faisant appel à une plus grande qualification du travail, nécessitant un capital financier et physique important et dont les sources de demande se situent sur les marchés nationaux urbains ou sur les marchés d'exportation. Ce segment du marché du travail offre généralement des emplois stables et correctement rémunérés.

Cette dichotomie des emplois occupés suggère d'utiliser la rémunération afin de les ordonner et éviter ainsi le délicat problème du classement hiérarchique des professions. La rétribution est clairement une variable ordonnée et la comparaison des rémunérations associées à chaque emploi permet de classer ces derniers en fonction de leur rentabilité « salariale ». Reste alors à définir une ligne de partage entre emplois hautement productifs, que l'on assimilera aux emplois qualifiés, et emplois faiblement productifs qui constitueront le groupe des emplois non qualifiés. Si le marché du travail fonctionne de manière satisfaisante, la productivité marginale des emplois de « dernier ressort » devrait avoisiner celle du travail agricole. On doit donc s'attendre à ce que les revenus tirés de ces activités soient proches de ceux des journaliers agricoles. Le salaire journalier

agricole peut donc servir à départager les emplois en emplois qualifiés et non qualifiés², le groupe des emplois dits qualifiés se composant alors des emplois dont la rémunération est strictement supérieure au salaire agricole.

La seconde dimension qui partage les emplois offerts en milieu rural en deux groupes est le statut du travailleur qui l'occupe. En effet, dans les conditions qui prévalent habituellement en milieu rural, le marché du travail est peu développé, voire inexistant pendant certaines périodes de l'année. Par conséquent, l'auto-emploi est un phénomène très largement répandu : entre le tiers et la moitié des emplois occupés sont des emplois de travailleurs indépendants. L'importance relative de l'emploi indépendant est souvent interprétée comme un signe de pauvreté car, pense-t-on, ce type d'emploi fonctionne comme un refuge pour les travailleurs qui ne disposent pas des qualifications requises par les segments les plus lucratifs du marché du travail ou encore répond à des situations d'offre excédentaire de force de travail. Pourtant, certaines activités manufacturières ou de transport peuvent être vues comme des formes de proto-industrialisation et la dispersion des gains journaliers des indépendants atteste de la variété des activités créées. En outre, la désagrégation des emplois selon le statut permet d'identifier les logiques poussant les individus à se porter créateurs de leur propre activité (*job makers*) plutôt qu'offreurs de leur force de travail (*job takers*).

Nos données d'enquête suggèrent que plus de 60 % des emplois occupés en dehors de l'exploitation sont des emplois non qualifiés, et ce pourcentage est relativement stable selon les provinces. L'auto-emploi non agricole apparaît comme une catégorie qui regroupe des activités particulièrement mal rétribuées : 17 % au mieux de ces emplois offrent une rémunération supérieure à une journée de salaire agricole. Les emplois salariés qualifiés ne dépassent pas 20 % du total des emplois. Les emplois qualifiés, indépendants ou salariés, sont plutôt occupés par les hommes, la division du travail reléguant les femmes dans des activités offrant peu de perspectives. Les enfants occupent exclusivement des emplois non qualifiés.

La saisonnalité des emplois

Un dernier aspect important de l'emploi en milieu rural est la saisonnalité de l'agriculture qui est souvent considérée comme le principal facteur du sous-emploi des actifs ruraux et par conséquent l'un des déterminants de l'implication des populations rurales dans des emplois alternatifs. Les actifs ruraux se présenteraient ainsi sur le marché du travail non agricole pendant les temps morts des travaux agricoles, de manière contracyclique, afin de

2. Dans la suite du texte on utilisera indifféremment les couples d'opposés suivants : qualifié/non qualifié, hautement productif/faiblement productif, bien rémunéré/mal rémunéré.

résorber leur sous-emploi saisonnier. Nos données révèlent en fait des situations très contrastées selon les provinces enquêtées.

Sur la côte, la saisonnalité de l'agriculture est très peu marquée. L'existence d'infrastructures d'irrigation qui permettent d'étaler les cycles culturaux tout au long de l'année explique très largement la stabilité du calendrier agricole. Les autres emplois sont également exercés de manière continue tout au long du cycle agricole. À l'inverse, dans la Sierra, et de manière encore plus visible dans la Selva, l'activité agricole se caractérise par une saisonnalité marquée et, contrairement aux idées généralement admises, le temps occupé dans des emplois alternatifs évolue de la même manière que le temps consacré aux activités agricoles.

Une première explication à cette correspondance de calendrier tient à la saisonnalité et au caractère très local du marché du travail agricole, dont les tensions coïncident avec celles du calendrier agricole de la zone où est située l'exploitation. Autrement dit, l'emploi salarié agricole a une faible action contracyclique et le temps qui peut lui être alloué est limité non seulement par les besoins propres en main-d'œuvre de l'exploitation familiale, mais aussi par les besoins en main-d'œuvre des exploitations situées dans la même zone. Le marché du travail non agricole reste aussi très localisé du fait de l'éloignement des grandes villes, et il y a tout lieu de penser que l'approche des récoltes produit un effet de « dépense » des exploitations agricoles pour des biens et services non agricoles qui soutient l'activité des entreprises concernées. Enfin, l'auto-emploi non agricole est une activité à laquelle les femmes consacrent plus de temps que les hommes, et qui constitue souvent leur seule occupation en dehors des activités domestiques. Cette caractéristique a tendance à produire un calendrier annuel stable.

Au total, les emplois alternatifs contribuent finalement assez peu à réduire la saisonnalité de l'emploi du temps des actifs ruraux, au contraire. Le profil saisonnier de ces occupations suggère plutôt qu'à certaines périodes de l'année, la main-d'œuvre familiale est suremployée (voire surexploitée) car elle doit être capable à la fois de faire face aux obligations de l'exploitation familiale et de saisir les opportunités d'emploi sur le marché du travail lorsqu'elles se présentent. Les flux temporaires de main-d'œuvre hors des activités agropastorales répondent moins à un sous-emploi saisonnier qu'à la nécessité permanente de trouver des sources de revenus complémentaires à ceux tirés de l'exploitation agropastorale.

Les déterminants du choix d'occupation des ruraux

L'analyse des variables déterminant le type d'emploi occupé par les actifs ruraux souligne l'importance du capital humain dans la capacité à exercer un emploi alternatif. Les individus qui ont une formation plus longue ont

tendance à occuper les emplois les plus attractifs. Une formation universitaire est particulièrement importante pour accéder à des emplois salariés qualifiés qui sont parmi les emplois les mieux rétribués et les plus stables. Le rendement des diplômés du secondaire apparaît également élevé tant pour l'accès à un travail salarié que pour s'établir à son compte. Le fait que les individus aient reçu une formation professionnelle a un effet d'une magnitude voisine de celui de la formation supérieure sur les caractéristiques des emplois accessibles. L'ancienneté dans l'exercice d'un métier, qui est une variable indicatrice de la qualification acquise, a un effet très significatif sur la probabilité d'exercer un emploi alternatif.

Les autres caractéristiques individuelles affectent également de manière significative les choix d'occupation des actifs ruraux. L'appartenance au sexe masculin augmente la probabilité d'exercer un emploi salarié qualifié. Elle est en revanche négativement associée à l'auto-emploi non qualifié, ce qui confirme la division traditionnelle du travail entre les hommes et les femmes qui conduit ces dernières à être reléguées dans des occupations mal rémunérées dans lesquelles elles sont auto-employées. L'âge est positivement corrélé à presque toutes les formes d'emploi, bien que de manière décroissante car au fur et à mesure que les individus vieillissent, leur propension à travailler diminue. En revanche l'âge est négativement corrélé à l'emploi salarié qualifié. Ce résultat est l'indice des différences de niveaux d'éducation selon les générations. Ce sont généralement les travailleurs plus jeunes, mieux formés, qui occupent les emplois les plus qualifiés.

La structure des ressources d'une exploitation explique également bien la participation de ses membres aux transactions de marché. Les variables mesurant la capacité d'absorption de la main-d'œuvre familiale dans les activités agropastorales (superficie de l'exploitation, part des surfaces irriguées, taux de mécanisation) sont globalement significatives du choix d'une occupation alternative. Les exploitations qui disposent d'un surplus de travail ont une forte propension à faire appel au marché du travail pour absorber leur main-d'œuvre excédentaire.

La taille du foyer, mesurée par le nombre d'adultes qui le composent, est un facteur d'accroissement de la propension à exercer une activité alternative. Ce résultat est cohérent avec la faible capacité du marché foncier à ajuster la dotation en terres des exploitations à leur dotation en travail. Il souligne à quel point les marchés des facteurs en milieu rural sont reliés entre eux. En effet, les ressources en terre représentent une possibilité d'emploi productif dans l'agriculture. Lorsqu'elles sont insuffisantes et que le marché foncier ne permet pas de les ajuster, alors certains membres de l'exploitation doivent impérativement chercher du travail au dehors pour assurer la subsistance de la famille.

Le « capital géographique », appréhendé à travers les variables indicatrices des provinces échantillonnées apparaît hautement significatif de la probabilité d'occuper un emploi, quel qu'il soit. Les provinces bien connectées sont positivement et significativement associées à l'emploi alternatif des agriculteurs qui y vivent. En revanche, les travailleurs des provinces plus isolées et mal desservies supportent des coûts de transaction élevés lorsqu'ils s'engagent sur le marché du travail. En effet, le processus par lequel les travailleurs cherchent un emploi est complexe et généralement coûteux. La distance ou le temps qui sépare le travailleur d'un marché du travail, l'information sur les emplois et les rémunérations dont disposent les individus sont fondamentaux pour leur insertion sur le marché du travail. L'éloignement et les difficultés d'accès, en augmentant le coût du transport, augmentent le coût de toutes les transactions à distance, y compris les transactions portant sur le travail. Ceux qui font face aux coûts de transaction les plus élevés ont une faible capacité à s'articuler au marché du travail, ce qui justifie souvent le choix du retrait du marché du travail ou encore le choix de l'auto-emploi. Dans ce dernier cas l'internalisation de l'emploi permet d'économiser les coûts de transaction.

Les emplois alternatifs : un palliatif aux inégalités de revenu ?

Cette section tente d'apporter un éclairage sur les liens qui unissent la répartition des revenus et l'emploi des agriculteurs-éleveurs péruviens et aborde trois questions : les rémunérations des différents emplois ; les relations entre la structure du revenu et sa relative dispersion ; la contribution de chaque source de revenu à l'inégalité totale.

Les inégalités de rémunération entre les travailleurs

Les emplois les mieux payés sont l'apanage des zones proches des grandes villes. Ainsi, les travailleurs de la province de Trujillo gagnent en moyenne 40 à 50 % de plus que les travailleurs des provinces de Celendin et de La Convencion, ces derniers obtenant les rémunérations les plus faibles. Ces écarts reflètent largement les variations du salaire agricole selon les provinces enquêtées qui découlent de la spécialisation de la production. Ils s'expliquent aussi par les tensions plus fortes qui s'expriment sur le marché du travail de Trujillo en raison d'une demande de travail plus soutenue et aussi par la plus forte proportion d'emplois qualifiés.

Les rémunérations des femmes sont toujours inférieures à celles des hommes appartenant au même groupe d'emploi, et ce quel que soit le groupe considéré. L'écart le plus élevé se situe dans le secteur de l'auto-emploi non agricole : les femmes y gagnent en moyenne 2,3 à 2,6 fois moins que les hommes. Chez les salariés non qualifiés, la rémunération journalière

moyenne des femmes représente jusqu'à moins de 50 % de celle des hommes. En revanche, le ratio d'amplitude est le plus bas pour le groupe des salariés qualifiés : le salaire moyen des hommes ne dépasse que de 6 à 8 % le salaire moyen des femmes.

Y a-t-il derrière ces disparités un élément de discrimination ? La réponse à cette question est délicate car l'observation d'un déséquilibre des rémunérations ne suffit pas à établir l'existence d'une discrimination à l'encontre des femmes. Le principe d'égalité n'exige pas que tout homme et toute femme occupé(e) au même travail perçoivent le même salaire. Les hommes et les femmes peuvent ne pas gagner la même chose du moment que les différences ne sont pas dues au fait qu'ils sont hommes ou femmes. L'analyse de la discrimination à l'embauche et au travail dépasse largement le cadre défini dans cet article. Deux choses sont acquises cependant : premièrement la répartition professionnelle des hommes et des femmes diffère : les femmes sont surreprésentées dans le groupe des emplois non qualifiés et sous-représentées dans le groupe des emplois qualifiés ; deuxièmement les femmes sont moins bien payées que les hommes, y compris lorsqu'elles appartiennent au même groupe professionnel. Ainsi, les disparités hommes/femmes, qu'elles relèvent ou non de la discrimination pure, se manifestent non seulement dans les rémunérations versées à des hommes et à des femmes accomplissant le même travail dans des professions bien définies mais également à l'entrée dans certains emplois ou certaines professions.

Structure et disparités de revenu des unités agropastorales

Les possibilités d'emploi en milieu rural s'étendent bien au-delà du secteur agricole. Cette diversité et l'hétérogénéité des sources de revenu qui en découle se reflètent dans le niveau et la composition du revenu des exploitations.

Si l'on s'intéresse d'abord aux différences régionales on constate que la principale source de revenu varie selon les provinces. L'agriculture et l'élevage représentent une part croissante du revenu total lorsque l'on passe de la côte à la selva. La part des revenus alternatifs suit le mouvement inverse. Ces différences régionales dans la composition du revenu reflètent moins les variations du revenu agropastoral que l'inégale distribution des opportunités d'occupations alternatives qui sont imputables à des facteurs géographiques : proximité de la capitale départementale et état des infrastructures de communication.

Ensuite, la structure du revenu n'est pas la même suivant que l'on est riche ou pauvre. Les foyers les plus pauvres sont ceux dont les sources de revenu sont les moins diversifiées. En outre, les foyers appartenant aux deux

premiers quartiles de revenu concentrent une grande partie de leurs revenus alternatifs sur le salariat agricole alors que les deux quartiles correspondant aux revenus plus élevés tirent une fraction substantielle de leurs revenus du salariat non agricole. De même, les revenus provenant de l'auto-emploi non agricole ont tendance à augmenter avec le niveau de revenu. Les exploitations les plus riches peuvent en effet plus facilement démarrer des activités de diversification lorsque ces activités nécessitent un investissement important (commerce, transport, etc.).

Au total, les emplois alternatifs les plus attractifs sont disproportionnellement accaparés par les foyers les plus riches. Les groupes les plus pauvres n'arrivent à s'employer qu'à l'intérieur du secteur agricole, alors que les groupes les plus riches sont capables d'assurer la diversité intersectorielle de leurs revenus. La différence dans la structure du revenu qui en découle n'est pas sans conséquences sur la capacité des foyers ruraux à faire face à une baisse temporaire de rentrées d'argent. Les différentes sources de revenu des plus pauvres étant fortement corrélées entre elles, ces groupes apparaissent particulièrement vulnérables à une baisse des revenus agricoles, qu'elle soit liée à une baisse des prix des produits agricoles ou à une chute de la production consécutive à un choc climatique. À l'inverse, les groupes les plus riches, à travers la diversification intersectorielle de leurs revenus, sont plus facilement protégés des baisses temporaires de revenus affectant un des secteurs concernés.

La décomposition de l'inégalité

Si l'on considère le revenu d'une unité agropastorale comme la somme des revenus provenant de différentes sources, on peut montrer que chaque source influence les disparités de revenu par la concentration propre à chaque source. On sait en effet que certaines sources de revenu ont tendance à s'accumuler chez les plus riches, tandis que d'autres sources ont tendance à se concentrer dans les groupes les plus pauvres.

Une façon de déterminer jusqu'à quel point une source se distribue de manière à avantager les plus riches ou à pénaliser les plus pauvres consiste à décomposer la mesure totale de l'inégalité. Cet exercice, qui fournit une explication des inégalités par la structure du revenu, permet de mieux comprendre les sources de l'inégalité des revenus et d'analyser l'effet des mesures de politique économique en faveur de l'emploi sur la répartition des revenus.

Cette méthode, appliquée à nos données d'enquête, a permis de montrer que si tous les revenus concourent positivement à l'explication de la dispersion du revenu total, la contribution des revenus alternatifs demeure prépondérante : ils expliquent près de 54 % de l'inégalité des revenus, alors

que les revenus agropastoraux ne comptent que pour 46 %. Si l'on considère chaque source de revenu indépendamment, il apparaît que ce sont les revenus de l'élevage qui contribuent le plus à l'inégale répartition des revenus (27,5 %) avec les revenus de l'auto-emploi non agricole (27,2 %). Viennent ensuite les revenus du salariat qualifié qui expliquent près de 23 % de l'inégalité totale. Sans surprise, les deux sources de revenus les moins inégalitaires sont celles qui proviennent des emplois non qualifiés, quel que soit le statut des travailleurs. Ils participent respectivement à hauteur de 4,3 % (auto-emploi non agricole non qualifié) et 10 % (salariat non qualifié) à l'inégalité de revenu global.

En définitive, les sources de revenu autres que celles provenant de l'unité agropastorale contribuent à renforcer l'inégale répartition des revenus plutôt qu'à l'atténuer. La principale raison est que les pauvres sont mal placés pour acquérir les qualifications nécessaires à leur admission dans les segments les plus attrayants du marché du travail. Ce constat ne suffit pourtant pas à conclure que les sources alternatives de revenu ne sont pas importantes du point de vue du bien-être des populations, ni que leur augmentation provoquerait nécessairement une dégradation de la répartition des revenus. La diversification des différents composants du revenu aide à réduire la pénurie de ressources dont souffrent les foyers les plus démunis et peut les empêcher de s'enfoncer plus loin dans la pauvreté. Les sources complémentaires de revenu aident, en particulier, à compenser les effets antidistributifs de l'accès inégal à la terre. Diversifier ses revenus constitue en outre une façon de stabiliser les moyens de subsistance entre les saisons et les années et permet de maintenir le niveau de vie de foyers d'agriculteurs ou d'éleveurs dont l'exploitation est en situation difficile. Ainsi, bien que dégagant de faibles revenus agropastoraux de façon quasi permanente, certaines exploitations résistent malgré tout à la disparition.

Conclusion

De ce qui précède, il ressort que l'inégalité face à l'emploi explique en grande partie l'inégalité des revenus du travail. Un grand nombre de personnes en âge de travailler, à qui ni le système éducatif ni l'expérience personnelle n'ont pu apporter les qualifications nécessaires à l'obtention d'un emploi qualifié, se retrouve massivement rejeté vers les secteurs à faible productivité ou dans le sous-emploi. La capacité des individus à se positionner sur les « segments » les plus rentables du marché du travail apparaît comme une question cruciale de la lutte contre les inégalités de revenu. Dès lors, la hausse de la part des sources complémentaires de revenu n'entraînera une amélioration de la répartition des revenus que si la dynamique de la croissance porte sur les activités les plus accessibles aux

pauvres ou si l'accessibilité des pauvres aux postes les plus prometteurs s'améliore.

Il s'ensuit que la politique de l'emploi en milieu rural devrait faire l'objet d'un intérêt soutenu et s'attacher à régler trois principaux problèmes : premièrement la capacité limitée de l'agriculture à absorber la main-d'œuvre disponible, deuxièmement le peu d'emplois offerts en dehors de l'agriculture dans les zones éloignées des grands marchés urbains, troisièmement les difficultés des individus à se positionner sur les « segments » les plus rentables du marché du travail. Corriger cette situation suppose de développer des techniques agricoles qui augmentent la productivité du travail agricole, de créer des emplois hors du secteur agricole, et d'encourager les enfants des milieux ruraux à fréquenter les collèges et les universités.

Chacune de ces actions se heurte à de nombreux obstacles. L'agriculture, qui constitue souvent le principal gisement d'emplois en milieu rural, souffre, au Pérou, d'un environnement naturel peu propice. En conséquence, la vision dominante sur les possibilités d'amélioration, non seulement de la capacité d'absorption de la main-d'œuvre dans l'agriculture mais aussi de la productivité de l'agriculture, est plutôt pessimiste. Certains auteurs ont toutefois montré qu'il existe un espace d'amélioration de la productivité et des revenus de l'agriculture andine grâce à l'introduction de techniques qui requièrent aussi une plus grande utilisation de la main-d'œuvre (Cotlear 1989). Une seconde limitation à l'emploi productif agricole est la faible demande locale pour les produits agricoles, à laquelle s'ajoutent les difficultés d'écoulement de ces produits sur les principaux marchés urbains en raison des coûts élevés de commercialisation du fait des distances et de l'état des routes. En conséquence, le succès de toute politique de promotion de l'emploi rural, passe forcément par l'amélioration des infrastructures publiques comme le réseau routier.

Un des problèmes persistants des emplois créés hors de l'agriculture en milieu rural est qu'ils sont généralement le fait de micro-entreprises, intensives en travail familial, et dont les débouchés sont les marchés locaux. Les petites et micro-entreprises (PME) financent très peu leur activité à l'aide d'emprunts auprès des banques ou d'autres sources institutionnelles. La principale raison à cette attitude tient aux imperfections des marchés financiers qui limitent l'accès des PME aux prêts à moyen et long terme et leur imposent des taux d'intérêt élevés. Des efforts sont donc clairement nécessaires pour mettre à la disposition de ces entreprises des fonds à des taux d'intérêt acceptables. Les pistes potentielles d'action publique autour desquelles se dégage un certain consensus sont nombreuses : renforcer les droits du prêteur et améliorer la circulation de l'information de façon à ce que les banques et les autres intermédiaires financiers soient incités à

consentir des crédits et puissent estimer correctement le risque associé à l'emprunteur ; ouvrir des lignes de crédit réservées aux PME ; encourager la création et le développement de nouvelles institutions comme des banques locales capables de répondre aux besoins spécifiques de ces entreprises.

La contribution modeste des PME aux exportations témoigne souvent du poids des charges indirectes (et souvent des coûts irréversibles) allant de pair avec l'activité commerciale à l'international. Si ces frais pouvaient être réduits, et les diverses entraves à cette activité limitées, rien ne s'opposerait à ce que les petites entreprises soient plus présentes sur les marchés par-delà les frontières. Les obstacles restent nombreux mais les lourdeurs des bureaucraties et des réglementations nationales figurent encore parmi les principaux. Il conviendrait que le gouvernement péruvien collabore à la création d'observatoires permettant de recenser les obstacles en cause, d'en comprendre l'impact, et de mettre au point des mécanismes pour les aplanir aux niveaux bilatéral et multilatéral.

Enfin, les politiques visant à accroître la scolarisation chez les familles rurales redéplient les revenus des plus démunis en faveur de l'investissement dans le capital humain. Les difficultés à promouvoir l'enseignement secondaire et supérieur en milieu rural sont nombreuses et les ressources requises pour intégrer les enfants d'agriculteurs dans ce processus de scolarisation sont élevées. Par ailleurs, le coût des infrastructures en milieu rural est plus élevé qu'en milieu urbain. Néanmoins, la littérature récente visant à estimer l'impact de la construction ou de l'amélioration de la qualité des routes en milieu rural montre qu'elles ont des effets puissants sur l'assiduité des enfants à l'école, la productivité agricole et les revenus des exploitations, et l'accès à l'emploi. Étant donné le nombre limité d'instruments de politique économique susceptibles d'atteindre les pauvres, le développement d'infrastructures de communication semble un objectif désirable non seulement du point de vue de l'efficacité économique mais aussi de l'équité.

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- CABALLERO José Maria, 1981: *Economía Agraria de la Sierra Peruana*, Instituto de Estudios Peruanos, Lima, 426 p.
- COTLEAR Daniel, 1989: *Desarrollo campesino en los Andes*, Instituto de Estudios Peruanos, Lima, 325 p.
- ELBERS Chris, LANJOUW Peter, 2001: "Intersectoral Transfer, Growth, and Inequality in Rural Ecuador", *World Development*, 29 (3) : 481-496.

- ESCOBAL Javier, 2001: "The Determinants of Nonfarm Income Diversification in Rural Peru", *World Development*, 29 (3) : 497-508.
- FERREIRA Francisco, LANJOUW Peter, 2001: "Rural Nonfarm Activities and Poverty in the Brazilian Northeast", *World Development*, 29 (3): 509-528.
- FIGUEROA Adolfo, 1980: *La economía campesina de la Sierra del Peru*, fondo Editorial Pontificia Universidad Catolica del Peru, Lima, 146 p.
- GOLTE Juan, 1980: *La racionalidad de la organización andina*, IEP, Lima, 124 p.
- GONZALES DE OLARTE Efrain, 1982: *Economías regionales del Perú*, IEP, Lima, 288 p.
- GONZALES DE OLARTE Efrain, 1994: *En las fronteras del mercado. Economía política del campesinado en el Peru*, Instituto de Estudios Peruanos, Lima, 371 p.
- GONZALES DE OLARTE Efrain, *et alii*, 1987: *La lenta modernization de la economía campesina*, IEP, Lima, 233 p.
- HARRIS John, TODARO Michael, 1970: "Migration, Unemployment and Development: a Two-Sector Analysis", *American Economic Review*, 60 (1) : 126-142.
- INEI, 1994: III Censo Nacional Agropecuario, Lima, Pérou.
- INEI, 2001: Peru: Compendio Estadístico 2001, Lima, Pérou, 784 p.
- INEI, 2002: Condiciones de vida en los departamentos del Perú 2001, Lima, 329 p.
- LANJOUW Peter, 1999: "Rural Nonagricultural Employment and Poverty in Ecuador", *Economic Development and Cultural Change*, 48 (1): 91-122.
- MAZUREK Hubert *et alii*, 1998: *Peru en Mapas - Estructura y Dinamicas del Espacio Agropecuario - III Censo Nacional Agropecuario 1994*, ORSTOM-INEI, 218 p.
- PHÉLINAS Pascale, 2003 : « Le rôle de la diversification dans le développement économique : l'impossible mesure », *Économie et Société*, Série F, « Développement » - V, 41 (7-8) : 1373-1403.
- PULGAR VIDAL Jean, 1970: *Geografía del Peru; las ocho regiones naturales del Peru*, Ed. Universo S.A., Lima, Peru.
- RANIS Gustav, STEWART Frances, 1993: "Rural Nonagricultural Activities in Development: Theory and Application", *Journal of Development Economics*, 40 : 75-101.
- REARDON Thomas, BERDEGUÉ Julio, and ECOBAR German, 2001: "Rural Nonfarm Employment and Incomes in Latin America: Overview and Policy Implications", *World Development*, 29 (3) : 395-409.

RUBEN Ruerd, VAN DER BERG Maritt, 2001: "Nonfarm employment and Poverty Alleviation of Rural farm Households in Honduras", *World Development*, 29 (3) : 549-560.

Phélinas Pascale (2016)

Inégalités au travail et inégalités de revenu en milieu rural au Pérou

In : Castelli Bernard (ed.), Selim Monique (ed.). *Réparer les inégalités ?*

Paris : L'Harmattan, p. 251-269. (Questions Contemporaines. Série Globalisation et Sciences Sociales)

ISBN 978-2-343-08948-5